

# ACTION URGENTE

## HONDURAS. INTENSIFICATION DES CAMPAGNES DE DENIGREMENT CONTRE LES DEFENSEURS

**L'organisation internationale Global Witness, ainsi que les organisations honduriennes MILPAH, COPINH et CEHPRODEC font face à une campagne de dénigrement à leur encontre en raison de leur travail de défense des droits fonciers, territoriaux et environnementaux au Honduras.**

**L'intensification de cette campagne les expose à de nouvelles agressions et à du harcèlement.**

Le 31 janvier, l'organisation internationale **Global Witness** a publié un nouveau rapport sur la situation des défenseurs des droits fonciers, territoriaux et environnementaux au Honduras. Le week-end précédent, une affiche avait commencé à circuler sur les réseaux sociaux, accusant les membres des organisations honduriennes le Mouvement indigène indépendant lenca de La Paz (Movimiento Indígena Lenca Independiente de La Paz, **MILPAH**), le Centre hondurien pour la promotion du développement communautaire (Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario, **CEHPRODEC**) et le Conseil civique d'organisations indigènes et populaires du Honduras (Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras, **COPINH**), ainsi que Global Witness, de discréditer le pays, de s'être alliés avec des groupes radicaux et de financer des campagnes de dénigrement contre le Honduras. Le 1er février, Amnesty International a appelé les autorités honduriennes à reconnaître publiquement la légitimité et l'importance du travail que réalisent ces défenseurs des droits humains.

Le 2 février, l'intensité de la campagne de dénigrement contre ces organisations s'est amplifiée après l'apparition d'un membre de Global Witness et de deux membres de MILPAH dans une émission matinale sur la télévision hondurienne. Les personnes participant à l'émission ont critiqué le rapport de Global Witness et ont qualifié les organisations et les peuples autochtones qui soutiennent ce rapport de « menteurs, d'opposants au développement et d'ennemis du peuple hondurien qui cherche du travail et veut sortir de la pauvreté ». Des membres de Global Witness ont déclaré à Amnesty International qu'après l'émission, de nombreux journalistes leur avaient posé des questions en reprenant les mêmes éléments de langage stigmatisants qui avaient été employés durant toute l'émission.

Amnesty International est préoccupée par l'intensité de la campagne de dénigrement contre les défenseurs des droits humains, et par le silence des autorités honduriennes qui ne dénoncent pas les déclarations stigmatisant leurs activités, ce qui risque d'encourager les agressions physiques contre les défenseurs des droits humains, en particulier ceux de MILPAH, COPINH et CEHPRODEC.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- demandez aux autorités de mettre en place un programme de protection complet pour les défenseurs des droits humains de MILPAH, COPINH et CEHPRODEC ;
- enjoignez-les à condamner fermement les campagnes de dénigrement contre les défenseurs des droits fonciers, territoriaux et environnementaux ;
- demandez-leur de reconnaître publiquement la légitimité et l'importance du travail des défenseurs pour la promotion des droits humains.

### **VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 16 MARS 2017 À :**

Président du Honduras  
Juan Orlando Hernández  
Presidente de la República  
Casa Presidencial Bulevar Juan Pablo II  
Tegucigalpa, Honduras  
Fax : +504 2221 4570  
Courriel : karlacueva144@gmail.com  
Twitter : @JuanOrlandoH  
**Formule d'appel : Estimado Señor**  
**Presidente, / Monsieur le Président,**

Sous-secrétaire aux Droits humains et à la Justice  
Norma Allegra Cerrato  
Subsecretaria de Derechos Humanos y Justicia  
Res. La Hacienda, Calle La Estancia, Bloque A-  
Lote 8 Edificio Z y M  
Tegucigalpa, Honduras  
Fax : +504 2232 7800 poste 1108  
Email : ygudiel@yahoo.com  
**Formule d'appel : Estimada Señora**  
**Subsecretaria / Madame,**

Procureur général  
Óscar Fernando Chinchilla  
Fiscal General de la República  
Ministerio Público  
Lomas del Guijarro  
Tegucigalpa, Honduras  
Fax : +504 2221 5660, +504 2217 5661  
Courriel : oscarfernando@protonmail.ch  
Twitter : @MP\_Honduras  
**Formule d'appel : Estimado Señor Fiscal/**  
**Monsieur le Procureur général,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## HONDURAS. INTENSIFICATION DES CAMPAGNES DE DENIGREMENT CONTRE LES DEFENSEURS

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le Honduras est l'un des pays les plus dangereux pour les défenseurs des droits humains, particulièrement ceux travaillant sur des affaires liées aux droits relatifs aux territoires, à la terre et à l'environnement.

Tôt le matin du 2 mars 2016, Berta Cáceres, dirigeante et cofondatrice du Conseil civique d'organisations indigènes et populaires du Honduras (Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras, COPINH), a été abattue à son domicile dans la ville de La Esperanza, département d'Intibucá. Berta Cáceres et le COPINH faisaient campagne contre la construction du barrage hydroélectrique d'Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, située sur des terres ancestrales des Lenca. Le COPINH défend notamment leur droit au consentement libre, préalable et éclairé. Ce n'est pas le seul projet qui doit être développé sur le territoire du peuple Lenca, et d'autres organisations, comme le Mouvement indigène indépendant lenca de La Paz (Movimiento Indígena Lenca Independiente de La Paz, MILPAH), remettent aussi en question la construction de barrages hydroélectriques à Intibucá et à La Paz, affirmant que les Lenca n'ont pas été correctement consultés. En raison de leur travail sur les droits des peuples autochtones, les territoires et les ressources naturelles, le COPINH et le MILPAH sont l'objet depuis des années de menaces à répétition, de tentatives de criminalisation de leur travail, d'agressions physiques et de harcèlement.

Le 7 mars 2016, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a prononcé de nouvelles mesures conservatoires pour tous les membres du COPINH et la famille de Berta Cáceres en raison des risques liés à leur travail de défense des droits humains, de l'environnement et des ressources naturelles et de la situation de plus en plus vulnérable dans laquelle ils se trouvent depuis le meurtre de Berta Cáceres.

Cependant, Amnesty International continue de recevoir des informations inquiétantes quant à plusieurs atteintes à la sécurité dont ont été victimes des organisations ou des personnes ayant travaillé sur le meurtre de Berta Cáceres ou l'ayant dénoncé. Le 2 mai, le journaliste Felix Molina a par exemple été victime de deux tentatives de meurtre, quelques heures après avoir publié des informations sur les potentiels commanditaires du meurtre de Berta Cáceres. Le 6 juillet, Lesbia Urquía, une sympathisante de COPINH et de MILPAH, a été assassinée.

Pour en savoir plus sur la situation des défenseurs des droits humains et des défenseurs des droits à la terre, au territoire et de l'environnement au Honduras, consultez les rapports *'We are defending the land with our blood': Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/amr01/4562/2016/fr/>) et *Defending human rights in the Americas: Necessary, legitimate and dangerous* (<https://www.amnesty.org/fr/documents/amr01/0003/2014/fr/>).

Nom : Membres de Global Witness, du Conseil civique d'organisations indigènes et populaires du Honduras (Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras, COPINH), du Mouvement indigène indépendant lenca de La Paz (Movimiento Indígena Lenca Independiente de La Paz, MILPAH) et du Centre hondurien pour la promotion du développement communautaire (Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario, CEHPRODEC).

Hommes et femmes